



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Épinal, le 23/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ABCDE**

4 ZI le Champy  
54210 Saint-Nicolas-de-Port

Références : S-24-449RP

Code AIOT : 0006209873

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement ABCDE implanté 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ABCDE
- 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair
- Code AIOT : 0006209873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ABCDE située à MANDRES SUR VAIR est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation n° 1856/2007 du 09 juillet 2007 à exploiter une plateforme de compostage.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Contrôle du respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure n° 263/2024/DREAL/UD88 du 19 mars 2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification de l'installation sans autorisation	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles de l'inspection en date du 16 avril 2024 ont permis de vérifier le respect des mesures conservatoires édictées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 263/2024/DREAL/UD88 du 19 mars 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification de l'installation sans autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société ABCDE, implantée au 951 rue Reguenel à Mandres-sur-Vair (88800), est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement pour l'exploitation de la nouvelle plateforme de compostage sur le site.</p> <p>Pour ce faire, l'exploitant doit, <b>sous un délai de trois mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, communiquer à l'Inspection de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• un dossier de porter-à-connaissance faisant état des modifications intervenues sur l'installation par rapport à la situation décrite dans le dossier d'autorisation susvisé ainsi que des dangers et inconvénients liés d'un point de vue des risques accidentels, chroniques et environnementaux ;</li></ul> <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• cesser l'activité.</li></ul> <p>Dans l'attente de la décision de l'administration sur le porter à connaissance, la société ABCDE est tenue de faire évacuer, dans le délai maximal de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les andains entreposés irrégulièrement sur la nouvelle plateforme de compostage, susceptibles de polluer les sols et les eaux.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a constaté l'enlèvement de tous les déchets verts, compost, andains présents sur la plateforme non autorisée.</p> <p>La plateforme est nettoyée et n'est plus susceptible d'être à l'origine d'une pollution des sols ou des eaux.</p> <p>Le délai accordé à l'exploitant pour le dépôt d'un porter-à-connaissance n'est pas encore échu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet